



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

**Assemblée générale
Generalversammlung
General Assembly**

**SG-18040-AG 13/14.2
25.05.2018**

Original : EN

13^E SESSION

Révision partielle de la convention de base

Proposition de modification de l'article 2, § 1, de l'article 6, § 1, de l'article 20, § 1 et 2, de l'article 33, § 4 et 6, et de l'article 35, § 4 et 6, de la COTIF et du Rapport explicatif

(Modifications liées à l'adoption du nouvel appendice H)

I. INTRODUCTION

1. En application de l'article 17, § 1, lettre b), de la COTIF, la Commission de révision a examiné à sa 26^e session, les 27 et 28 février 2018, la proposition de modification de l'article 2, § 1, de l'article 6, § 1, de l'article 20, § 1 et 2, de l'article 33, § 4 et 6, et de l'article 35, § 4 et 6, de la COTIF et prié le Secrétaire général de la soumettre pour décision à l'Assemblée générale, telle que modifiée en session.

L'**annexe 1** au présent document comporte les modifications proposées pour les articles 2, 6, 20, 33 et 35 de la COTIF.

La Commission de révision a examiné les justifications données pour les modifications des articles 2, 6, 20, 33 et 35 et prié le Secrétaire général de modifier le Rapport explicatif en conséquence et de le soumettre à l'Assemblée générale pour approbation.

L'**annexe 2** comporte les modifications proposées pour le Rapport explicatif.

II. CONTEXTE ET FOND DE LA PROPOSITION

2. Approuvé par la Commission de révision en sa 26^e session, un projet de nouvel appendice H, ou Règles uniformes concernant l'exploitation en sécurité des trains en trafic international (RU EST), est soumis à l'Assemblée générale pour adoption (voir doc. SG-18039-AG 13/14.1). S'il est adopté, plusieurs dispositions de la Convention devront alors être modifiées afin d'inclure ce nouvel appendice et de définir les compétences et procédures pour sa modification.

III. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

3. Eu égard au projet de nouvel appendice H, le Secrétariat de l'OTIF a préparé des propositions pour les modifications qui seront requises dans la convention de base.

IV. JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS

4. Les différentes modifications proposées doivent être examinées séparément.

But de l'Organisation (article 2)

Un nouveau système de droit uniforme, au sens de l'article 2, § 2, de la COTIF, est introduit avec le nouvel appendice H dans le but de favoriser l'interopérabilité en termes de trains complets traversant les frontières. Cette visée doit également apparaître dans l'article 2, § 1, de la COTIF.

Règles uniformes (article 6)

L'article 6, § 1, de la COTIF doit être modifié afin d'inclure le nouvel appendice dans la liste des appendices.

Commission d'experts techniques (article 20)

L'adoption du nouvel appendice H engendre de nouvelles attributions incombant à la Commission d'experts techniques (CTE). L'article 20, § 1, de la COTIF doit donc être modifié pour en tenir compte. La CTE sera compétente pour prendre les décisions visées à l'article 8 du nouvel appendice, c'est-à-dire :

- adopter les annexes aux RU EST [cette compétence est couverte au § 1, lettre d), par la référence à l'article 33, § 6, lequel doit être modifié (voir plus bas)] ;
- recommander des méthodes et pratiques pour l'exploitation en sécurité des trains en trafic international [la lettre e) sera modifiée pour inclure cette nouvelle attribution].

Il ne faut pas oublier que les futures annexes aux RU EST feront partie intégrante de la Convention en application de l'article 6, § 2, de la COTIF.

Si la CTE prend des décisions concernant les dispositions des RU EST et leurs annexes, les États parties auront le droit, comme pour les dispositions de tout autre appendice ou annexe, de formuler une objection conformément à l'article 35, § 4, de la COTIF. Celle-ci aura pour conséquence de suspendre l'application de l'appendice ou de l'annexe visée (voir plus bas). Un État partie pourrait également ne pas appliquer une annexe particulière aux RU EST adoptée par la CTE parce qu'il a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'article 9, § 1, des EST. Lorsqu'un État n'applique pas une annexe, que ce soit en raison d'une objection conforme à l'article 35, § 4, de la COTIF ou d'une déclaration en vertu de l'article 9, § 1, des RU EST, il n'a alors pas le droit de vote sur les modifications ultérieures de l'annexe concernée et n'est pas compté lors de la constatation du quorum. Une disposition en ce sens, semblable à la règle actuellement applicable pour l'adoption et la modification des annexes aux APTU ou PTU, doit être introduite à l'article 20, § 2, de la COTIF.

Compétence (article 33)

L'article 33 de la COTIF définit la répartition des compétences entre l'Assemblée générale et les commissions pour les modifications à la Convention et ses appendices. Les compétences pour les modifications du nouvel appendice H doivent donc également y être définies. Il s'agit d'introduire une nouvelle disposition habilitant la CTE à adopter et à modifier toute annexe aux trois appendices techniques, à savoir les appendices F, G et H.

Décisions des commissions (article 35)

En vertu de l'article 35, § 4, de la COTIF, les États membres peuvent formuler une objection contre toute décision prise par une commission, y compris les décisions concernant les RU EST et leurs annexes. Si une objection porte sur une disposition d'un appendice, l'application de l'appendice en question est suspendue pour le trafic avec et entre les États membres qui ont formulé cette objection. Il en ira de même avec le nouvel appendice H.

Si une objection porte sur une annexe aux RU APTU ou aux RU ATMF adoptée par la CTE, l'application de cette seule annexe est suspendue dans son intégralité pour le trafic avec et entre les États parties qui ont formulé cette objection. La même règle devrait être introduite pour les annexes aux RU EST.

S'il n'est pas en mesure d'appliquer les dispositions harmonisées mises au point sous la forme d'annexes à ces RU, un État partie peut émettre une déclaration en ce sens. Les principes applicables sont similaires à ceux de l'article 9 des APTU. Ainsi, l'État partie en question ne pourra pas être pris en compte lors de la détermination du nombre d'objections. L'article 35, § 6, doit être modifié en conséquence.

V. PROPOSITIONS DE DÉCISIONS

1. En vertu de l'article 33, § 2, de la COTIF, l'Assemblée générale adopte les modifications de l'article 2, § 1, de l'article 6, § 1, de l'article 20, § 1 et 2, de l'article 33, § 4 et 6, et de l'article 35, § 4 et 6, de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 dans la teneur du protocole du 3 juin 1999 (Protocole de Vilnius), telles qu'elles apparaissent dans l'annexe 1 au document SG-18040-AG 13/14.2 [et ont été amendées en session].
2. L'Assemblée générale approuve les modifications au Rapport explicatif telles qu'elles apparaissent dans l'annexe 2 au document SG-18040-AG 13/14.2 [et ont été amendées en session].
3. L'Assemblée générale prie le Secrétaire général de modifier s'il y a lieu le Rapport explicatif pour y refléter les travaux préparatoires et les discussions menées à sa 13^e session au sujet des modifications de la Convention consécutives à l'adoption du nouvel appendice H.



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

**Assemblée générale
Generalversammlung
General Assembly**

**SG-18040-AG 13/14.2
Annexe/Anhang /Annex 1
25.05.2018**

Original: FR DE EN

13^E SESSION / 13. TAGUNG / 13TH SESSION

Révision partielle de la convention de base – Projet de texte (modifications consécutives à l'adoption du nouvel appendice H)

Teilrevison des Grundübereinkommens – Textentwürfe (Änderungen in Zusammenhang mit der Annahme des neuen Anhangs H)

Partial revision of the Base Convention – Draft texts (Modifications relating to the adoption of a new Appendix H)

Proposition de modification

L'article 2, § 1, l'article 6, § 1, l'article 20, § 1 et 2, l'article 33, § 4 et 6, et l'article 35, § 4 et 6, de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 telle que modifiée par le protocole du 3 juin 1999 (Protocole de Vilnius) sont modifiés comme suit :

Article 2
But de l'Organisation

§ 1 L'Organisation a pour but de favoriser, d'améliorer et de faciliter, à tout point de vue, le trafic international ferroviaire, notamment :

[§ 1 : lettres a) à d) non modifiées]

~~e)~~ en fixant les conditions de l'exploitation en sécurité des trains en trafic international ;

~~e)-f)~~ en veillant à l'application de toutes les règles et recommandations arrêtées au sein de l'Organisation ;

~~f)-g)~~ en développant les régimes de droit uniforme, règles et procédures visés aux

Änderungsvorschlag

Artikel 2 (§ 1), 6 (§ 1), 20 (§§ 1 und 2), 33 (§§ 4 und 6) und 35 (§§ 4 und 6) des Übereinkommens über den internationalen Eisenbahnverkehr (COTIF) vom 9. Mai 1980 in der Fassung des Protokolls vom 3. Juni 1999 (Protokoll von Vilnius) erhalten folgenden Wortlaut:

Artikel 2
Ziel der Organisation:

§ 1 Ziel der Organisation ist es, den internationalen Eisenbahnverkehr in jeder Hinsicht zu fördern, zu verbessern und zu erleichtern; zu diesem Zweck wird sie insbesondere

[§ 1 Buchstaben a) bis d) nicht geändert]

~~e)~~ Anforderungen an den sicheren Betrieb von Zügen im internationalen Verkehr aufstellen;

~~e)-f)~~ die Anwendung und Durchführung aller im Rahmen der Organisation geschaffenen Rechtsvorschriften und ausgesprochenen Empfehlungen überwachen;

~~f)-g)~~ die in den Buchstaben a) bis ~~e)-f)~~ genannten einheitlichen Rechtsordnungen, Regeln

Proposal for text modifications

Articles 2 (§ 1), 6 (§ 1), 20 (§§ 1 and 2), 33 (§§ 4 and 6) and 35 (§§ 4 and 6) of the Convention concerning International Carriage by Rail (COTIF) of 9 May 1980 in the version of the Protocol of 3 June 1999 (Vilnius Protocol) read as follows:

Article 2
Aim of the Organisation

§ 1 The aim of the Organisation shall be to promote, improve and facilitate, in all respects, international traffic by rail, in particular by

[§ 1, letters a) to d) not modified]

~~e)~~ laying down requirements concerning the safe operation of trains in international traffic;

~~e)-f)~~ keeping a watch on the application of all the rules and recommendations established within the Organisation;

~~f)-g)~~ developing the systems of uniform law, rules and procedures referred to in letters a)

lettres a) à e f) compte tenu des évolutions juridique, économique et technique.

[§ 2 non modifié]

Article 6
Règles uniformes

§ 1 Le trafic international ferroviaire et l'admission de matériel ferroviaire à l'utilisation en trafic international sont régis, pour autant que des déclarations ou réserves n'aient pas été faites ou émises conformément à l'article 42, § 1, première phrase, par :

[§ 1 : lettres a) à g) non modifiées]

h) les « Règles uniformes concernant l'exploitation en sécurité des trains en trafic international (EST), formant l'appendice H à la Convention,

h)i) d'autres régimes de droit uniforme élaborés par l'Organisation en vertu de l'article 2, § 2, lettre a), formant également des appendices à la Convention.

[§ 2 non modifié]

Article 20
Commission d'experts techniques

§ 1 La Commission d'experts techniques :

und Verfahren unter Berücksichtigung der rechtlichen, wirtschaftlichen und technischen Veränderungen weiterentwickeln.

[§ 2 nicht geändert]

Artikel 6
Einheitliche Rechtsvorschriften:

§ 1 Sofern keine Erklärungen oder Vorbehalte gemäß Artikel 42 § 1 Satz 1 abgegeben oder eingelegt worden sind, finden im internationalen Eisenbahnverkehr und bei der technischen Zulassung von Eisenbahnmaterial zur Verwendung im internationalen Verkehr Anwendung:

[§ 1 Buchstaben a) bis g) nicht geändert]

h) die „Einheitlichen Rechtsvorschriften für den sicheren Betrieb von Zügen im internationalen Verkehr“ (EST) (Anhang H zum Übereinkommen);

h)i) weitere von der Organisation auf der Grundlage des Artikels 2 § 2 Buchst. a) ausgearbeitete einheitliche Rechtsordnungen, die ebenfalls Anhänge zum Übereinkommen bilden.

[§ 2 nicht geändert]

Artikel 20
Fachausschuss für technische Fragen

§ 1 Der Fachausschuss für technische Fragen

to e f) taking account of legal, economic and technical developments.

[§ 2 not modified]

Article 6
Uniform Rules

§ 1 So far as declarations are not made in accordance with Article 42 § 1, first sentence, international rail traffic and admission of railway material to use in international traffic shall be governed by:

[§ 1, letters a) to g) not modified]

h) the “Uniform Rules concerning the Safe Operation of Trains in International Traffic” (EST), forming Appendix H to the Convention;

h)i) other systems of uniform law elaborated by the Organisation pursuant to Article 2 § 2, letter a), also forming Appendices to the Convention.

[§ 2 not modified]

Article 20
Committee of Technical Experts

§ 1 The Committee of Technical Experts shall:

[§ 1 : lettres a) à d) non modifiées]

- e) traite de toutes les autres affaires qui lui sont attribuées conformément aux Règles uniformes APTU, ~~et~~ aux Règles uniformes ATMF et aux Règles uniformes EST.

§ 2 À la Commission d'experts techniques, le quorum (article 13, § 3) est atteint lorsque la moitié des États membres au sens de l'article 16, § 1, ~~y~~ sont représentés. Lors de la prise de décisions concernant des dispositions ~~des d'une~~ annexes des Règles uniformes APTU, les États membres qui ont formulé une objection, conformément à l'article 35, § 4, à l'égard des dispositions concernées ou ont fait une déclaration, conformément à l'article 9, § 1, des Règles uniformes APTU, n'ont pas le droit de vote sur l'annexe concernée. Lors de la prise de décisions concernant des dispositions d'une annexe aux Règles uniformes EST, les États membres qui ont formulé une objection, conformément à l'article 35, § 4, à l'égard des dispositions concernées ou ont fait une déclaration, conformément à l'article 9, § 1, des Règles uniformes EST, n'ont pas le droit de vote sur l'annexe concernée.

[§ 3 non modifié]

[§ 1 Buchst. a) bis d) nicht geändert]

- e) befasst sich mit allen weiteren Angelegenheiten, die ihm gemäß den Einheitlichen Rechtsvorschriften APTU, ~~und~~ den Einheitlichen Rechtsvorschriften ATMF und den Einheitlichen Rechtsvorschriften EST zur Behandlung zugewiesen sind.

§ 2 Der Fachausschuss für technische Fragen ist beschlussfähig (Artikel 13 § 3), wenn die Hälfte der Mitgliedstaaten im Sinne des Artikels 16 § 1 vertreten ist. Bei der Beschlussfassung über Bestimmungen der Anlagen der Einheitlichen Rechtsvorschriften APTU haben Mitgliedstaaten, die den betreffenden Bestimmungen gemäß Artikel 35 § 4 widersprochen oder eine Erklärung gemäß Artikel 9 § 1 der Einheitlichen Rechtsvorschriften APTU abgegeben haben, in Bezug auf die betreffende Anlage kein Stimmrecht. Bei der Beschlussfassung über Bestimmungen der Anlagen der Einheitlichen Rechtsvorschriften EST haben Mitgliedstaaten, die den betreffenden Bestimmungen gemäß Artikel 35 § 4 widersprochen oder eine Erklärung gemäß Artikel 9 § 1 der Einheitlichen Rechtsvorschriften EST abgegeben haben, in Bezug auf die betreffende Anlage kein Stimmrecht.

[§ 3 nicht geändert]

[§ 1, letters a) to d) not modified]

- e) deal with all other matters which are assigned to it in accordance with the APTU Uniform Rules, ~~and~~ the ATMF Uniform Rules and the EST Uniform Rules.

§ 2 There shall be a quorum (Article 13 § 3) in the Committee of Technical Experts, when one-half of the Member States, within the meaning of Article 16 § 1, are represented there. When the Committee is taking decisions about provisions of the Annexes to the APTU Uniform Rules, Member States which have made an objection, in accordance with Article 35 § 4, with regard to the provisions concerned or have made a declaration, in accordance with Article 9 § 1 of the APTU Uniform Rules, shall not have the right to vote with regard to the Annex concerned. When the Committee is taking decisions about provisions of the Annexes to the EST Uniform Rules, Member States which have made an objection, in accordance with Article 35 § 4, with regard to the provisions concerned or have made a declaration, in accordance with Article 9 § 1 of the EST Uniform Rules, shall not have the right to vote with regard to the Annex concerned.

[§ 3 not modified]

**Article 33
Compétence**

[§ 1 à 3 non modifiés]

§ 4 Sous réserve des décisions de l'Assemblée générale prises selon le § 3, première phrase, la Commission de révision décide des propositions tendant à modifier les :

[§ 4 : lettres a) à f) non modifiées]

g) Règles uniformes ATMF, à l'exception des articles 1^{er}, 3 et 9 ainsi que des annexes de ces Règles uniformes :

h) Règles uniformes EST, à l'exception des articles 1^{er} et 9 ainsi que des annexes de ces Règles uniformes.

[§ 4 : dernière phrase non modifiée]

[§ 5 non modifié]

§ 6 La Commission d'experts techniques décide des propositions tendant à adopter une nouvelle annexe ou à modifier les annexes existantes des Règles uniformes APTU, ATMF et EST. Lorsque de telles propositions sont soumises à la Commission d'experts techniques, un tiers des États représentés dans la Commission peut exiger que ces propositions soient soumises à l'Assemblée générale pour décision.

**Artikel 33
Zuständigkeiten**

[§§ 1 bis 3 nicht geändert]

§ 4 Vorbehaltlich einer Feststellung der Generalversammlung gemäß § 3 Satz 1 entscheidet der Revisionsausschuss über Anträge auf Änderung der

[§ 4 Buchst. a) bis f) nicht geändert]

g) Einheitlichen Rechtsvorschriften ATMF, ausgenommen Artikel 1, 3 und 9, sowie die Anlagen dieser Einheitlichen Rechtsvorschriften;

h) Einheitlichen Rechtsvorschriften EST, ausgenommen Artikel 1 und 9, sowie die Anlagen dieser Einheitlichen Rechtsvorschriften.

[§ 4 letzter Satz nicht geändert]

[§ 5 nicht geändert]

§ 6 Der Fachausschuss für technische Fragen entscheidet über Anträge auf Annahme neuer Anlagen oder auf Änderung der bestehenden Anlagen der Einheitlichen Rechtsvorschriften APTU, ATMF und EST. Werden solche Anträge dem Fachausschuss für technische Fragen vorgelegt, so kann ein Drittel der im Ausschuss vertretenen Staaten verlangen, dass diese Anträge der Generalversammlung zur Entscheidung vorgelegt werden.

**Article 33
Competence**

[§§ 1 to 3 not modified]

§ 4 Subject to decisions taken by the General Assembly in accordance with § 3, first sentence, the Revision Committee shall take decisions about proposals aiming to modify:

[§ 4, letters a) to f), not modified]

g) the ATMF Uniform Rules except Articles 1, 3 and 9 and the Annexes of these Uniform Rules;

h) the EST Uniform Rules except Articles 1 and 9 and the Annexes of these Uniform Rules.

[§ 4, last sentence, not modified]

[§ 5 not modified]

§ 6 The Committee of Technical Experts shall decide on proposals aiming to adopt a new Annex or to modify the existing Annexes to the APTU, ATMF and EST Uniform Rules. When such proposals are submitted to the Committee of Technical Experts, one-third of the States represented on the Committee may require these proposals to be submitted to the General Assembly for decision.

Article 35
Décisions des commissions

[§ 1 à 3 non modifiés, mais reproduits à titre purement informatif]

- § 1 Les modifications de la Convention, décidées par les Commissions, sont notifiées par le Secrétaire général aux États membres.
- § 2 Les modifications de la Convention elle-même, décidées par la Commission de révision, entrent en vigueur pour tous les États membres le premier jour du douzième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire général les a notifiées aux États membres. Les États membres peuvent formuler une objection dans les quatre mois à compter de la date de la notification. En cas d'objection d'un quart des États membres, la modification n'entre pas en vigueur. Si un État membre formule une objection contre une décision de la Commission de révision dans le délai de quatre mois et qu'il dénonce la Convention, la dénonciation prend effet à la date prévue pour l'entrée en vigueur de cette décision.
- § 3 Les modifications des appendices à la Convention, décidées par la Commission de révision, entrent en vigueur pour tous les États membres, le premier jour du douzième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire général les a notifiées aux États membres. Les modifications décidées par la Commission d'experts du RID ou par la Commission d'experts techniques entrent en vigueur pour tous les États membres le premier jour du

Artikel 35
Beschlüsse der Ausschüsse

[§§ 1 bis 3 nicht geändert (lediglich zu Informationszwecken enthalten)]

- § 1 Die von den Ausschüssen beschlossenen Änderungen des Übereinkommens werden den Mitgliedstaaten vom Generalsekretär mitgeteilt.
- § 2 Die vom Revisionsausschuss beschlossenen Änderungen des Übereinkommens selbst treten für alle Mitgliedstaaten am ersten Tage des zwölften Monats nach dem Monat in Kraft, in dem der Generalsekretär sie den Mitgliedstaaten mitgeteilt hat. Innerhalb von vier Monaten, gerechnet vom Tage der Mitteilung, können die Mitgliedstaaten Widerspruch erheben. Erhebt ein Viertel der Mitgliedstaaten Widerspruch, treten die Änderungen nicht in Kraft. Wenn ein Mitgliedstaat innerhalb der Frist von vier Monaten gegen einen Beschluss des Revisionsausschusses Widerspruch erhebt und das Übereinkommen kündigt, wird die Kündigung in dem Zeitpunkt wirksam, der für das Inkrafttreten dieses Beschlusses vorgesehen ist.
- § 3 Die vom Revisionsausschuss beschlossenen Änderungen der Anhänge zum Übereinkommen treten für alle Mitgliedstaaten am ersten Tage des zwölften Monats nach dem Monat in Kraft, in dem der Generalsekretär sie den Mitgliedstaaten mitgeteilt hat. Die vom Fachausschuss RID oder vom Fachausschuss für technische Fragen beschlossenen Änderungen treten für alle Mitgliedstaaten am ersten Tage des sechsten Monats nach dem Monat in Kraft,

Article 35
Decisions of the Committees

[§§ 1 to 3 not modified (presented for information purposes only)]

- § 1 Modifications of the Convention, decided upon by the Committees, shall be notified to the Member States by the Secretary General.
- § 2 Modifications of the Convention itself, decided upon by the Revision Committee, shall enter into force for all Member States on the first day of the twelfth month following that during which the Secretary General has given notice of them to the Member States. Member States may formulate an objection during the four months from the day of the notification. In the case of objection by one-quarter of the Member States, the modification shall not enter into force. If a Member State formulates an objection against a decision of the Revision Committee within the period of four months and it denounces the Convention, the denunciation shall take effect on the date provided for the entry into force of that decision.
- § 3 Modifications of Appendices to the Convention, decided upon by the Revision Committee, shall enter into force for all Member States on the first day of the twelfth month following that during which the Secretary General has given notice of them to the Member States. Modifications decided upon by the RID Expert Committee or by the Committee of Technical Experts shall enter into force for all Member States on the first day of the sixth month following that during

sixième mois suivant celui au cours duquel le Secrétaire général les a notifiées aux États membres.

- § 4 Les États membres peuvent formuler une objection dans un délai de quatre mois à compter du jour de la notification visée au § 3. En cas d'objection formulée par un quart des États membres, la modification n'entre pas en vigueur. Dans les États membres qui ont formulé une objection contre une décision dans les délais impartis, l'application de l'appendice concerné est suspendue, dans son intégralité, pour le trafic avec et entre les États membres à compter du moment où les décisions prennent effet. Toutefois, en cas d'objection contre la validation d'une norme technique ou contre l'adoption d'une prescription technique uniforme, seules celles-ci sont suspendues en ce qui concerne le trafic avec et entre les États membres à compter du moment où les décisions prennent effet ; il en est de même en cas d'objection partielle. En cas d'objection contre l'adoption ou la modification d'une annexe aux RU EST, seule ladite annexe est suspendue en ce qui concerne le trafic avec et entre les États membres à compter du moment où les décisions prennent effet ; il en est de même en cas d'objection partielle.

[§ 5 non modifié]

- § 6 Pour la détermination du nombre d'objections prévues aux §§ 2 et 4, ne sont pas pris en compte les États membres qui :

[§ 6 : lettres a) à c) non modifiées, mais reproduites à titre purement informatif]

in dem der Generalsekretär sie den Mitgliedstaaten mitgeteilt hat.

- § 4 Innerhalb von vier Monaten, gerechnet vom Tage der Mitteilung des Generalsekretärs nach § 3, können die Mitgliedstaaten Widerspruch erheben. Erhebt ein Viertel der Mitgliedstaaten Widerspruch, treten die Änderungen nicht in Kraft. In den Mitgliedstaaten, die den Beschlüssen rechtzeitig widersprochen haben, ist die Anwendung des jeweiligen Anhangs insgesamt im Verkehr mit und zwischen den Mitgliedstaaten mit dem Inkrafttreten der Beschlüsse ausgesetzt. Jedoch sind bei einem Widerspruch gegen die Verbindlicherklärung einer technischen Norm oder gegen die Annahme einer einheitlichen technischen Vorschrift nur diese im Verkehr mit und zwischen den Mitgliedstaaten mit dem Inkrafttreten der Beschlüsse ausgesetzt; entsprechendes gilt bei einem teilweisen Widerspruch. Im Falle eines Widerspruchs gegen die Annahme oder Änderung einer Anlage zu den ER EST wird nur diese Anlage im Verkehr mit und zwischen den Mitgliedstaaten mit dem Inkrafttreten der Beschlüsse ausgesetzt; entsprechendes gilt bei einem teilweisen Widerspruch.

[§ 5 nicht geändert]

- § 6 Bei der Ermittlung der Zahl der Widersprüche gemäß den §§ 2 und 4 werden Mitgliedstaaten

[§ 6 Buchst. a) bis c) nicht geändert (lediglich zu Informationszwecken enthalten)]

which the Secretary General has given notice of them to the Member States.

- § 4 Member States may formulate an objection within the period of four months from the day of the notification referred to in § 3. In the case of objection by one-quarter of the Member States, the modification shall not enter into force. In the Member States which have formulated objections against a decision within the period allowed, the application of the Appendix in question shall be suspended, in its entirety, from the moment the decisions take effect, in so far as concerns traffic with and between those Member States. However, in the case of objection to the validation of a technical standard or to the adoption of a uniform technical prescription, only that standard or prescription shall be suspended in respect of traffic with and between the Member States from the time the decisions take effect; the same shall apply in the case of a partial objection. In the case of objection to the adoption or modification of an Annex to the EST UR, only that Annex shall be suspended in respect of traffic with and between the Member States from the time the decisions take effect; the same shall apply in the case of a partial objection.

[§ 5 not modified]

- § 6 In the determination of the number of objections referred to in §§ 2 and 4, Member States which

[§ 6, letters a) to c) not modified (presented for information purposes only)]

- a) n'ont pas le droit de vote (article 14, § 5, article 26, § 7 ou article 40, § 4) ;
- b) ne sont pas membres de la Commission concernée (article 16, § 1, deuxième phrase) ;
- c) ont fait une déclaration conformément à l'article 9, § 1, des Règles uniformes APTU ;
- d) ont fait une déclaration conformément à l'article 9, § 1, des Règles uniformes EST.

- a) ohne Stimmrecht (Artikel 14 § 5, Artikel 26 § 7 oder Artikel 40 § 4),
- b) die nicht Mitglied des betreffenden Ausschusses sind (Artikel 16 § 1 Satz 2),
- c) die eine Erklärung gemäß Artikel 9 § 1 der Einheitlichen Rechtsvorschriften APTU abgegeben haben,
- d) die eine Erklärung gemäß Artikel 9 § 1 der Einheitlichen Rechtsvorschriften EST abgegeben haben.

nicht berücksichtigt.

- a) do not have the right to vote (Article 14 § 5, Article 26 § 7 or Article 40 § 4),
- b) are not members of the Committee concerned (Article 16 § 1, second sentence),
- c) have made a declaration in accordance with Article 9 § 1 of the APTU Uniform Rules,
- d) have made a declaration in accordance with Article 9 § 1 of the EST Uniform Rules

shall not be taken into account.



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

**Assemblée générale
Generalversammlung
General Assembly**

**SG-18040-AG 13/14.2
Annexe/Anhang/Annex 2
25.05.2018**

Original: FR DE EN

13^E SESSION / 13. TAGUNG / 13TH SESSION

Révision partielle de la convention de base – Rapport explicatif (modifications consécutives à l'adoption du nouvel appendice H)

Teilrevison des Grundübereinkommens – Erläuternde Bemerkungen (Änderungen in Zusammenhang mit der Annahme des neuen Anhangs H)

Partial revision of the Base Convention – Explanatory Report (Modifications relating to the adoption of a new Appendix H)

**Projet de modification
du Rapport explicatif**

Le Rapport explicatif dans sa version du 30.9.2015 est modifié comme suit :

**Convention relative aux transports internationaux
ferroviaires
(COTIF)**

du 9 mai 1980

**dans la teneur du Protocole de modification
du 3 juin 1999**

Rapport explicatif

[...]

**Article 2
But de l'Organisation**

[§ 1 à 9 non modifiés]

10. La définition de conditions concernant l'exploitation en sécurité des trains en trafic international

**Textentwürfe
für die Erläuternden Bemerkungen**

Die Erläuternden Bemerkungen in der Fassung vom 30.09.2015 erhalten folgenden Wortlaut:

**Übereinkommen über den internationalen
Eisenbahnverkehr
(COTIF)**

vom 9. Mai 1980

**in der Fassung des Änderungsprotokolls
vom 3. Juni 1999**

Erläuternde Bemerkungen

[...]

**Artikel 2
Ziel der Organisation**

[§§ 1 bis 9 nicht geändert]

10. Der internationale Eisenbahnverkehr wird durch die Festlegung von Anforderungen an den

**Draft
texts for the Explanatory Report**

The Explanatory Report in its version of 30.09.2015 is amended as follows:

**Convention concerning International Carriage by
Rail
(COTIF)**

of 9 May 1980

**in the version of the Protocol of Modification
of 3 June 1999**

Explanatory Report

[...]

**Article 2
Aim of the Organisation**

[Paragraphs 1 to 9 not modified]

10. International railway traffic would be facilitated further by laying down requirements concerning

(§ 1, lettre e) facilite le trafic international ferroviaire, en permettant aux entreprises ferroviaires de faire circuler un train complet de son point de départ dans un État jusqu'à sa destination dans un autre État sans arrêts aux frontières pour raisons techniques ou d'exploitation.

- ~~110.~~ Seule une instance centrale peut efficacement veiller au respect des régimes de droit adoptés et mis en vigueur au niveau international ; l'OTIF sera cette instance étant donné qu'elle prépare ces régimes de droit (§ 1, lettre ~~ef~~). Cela ne signifie pas que l'OTIF est un organisme international de contrôle ou une autorité internationale de surveillance ayant le pouvoir de donner des instructions (procès-verbal de la 5^e Assemblée générale, p. 28/29).
- ~~124.~~ Le développement, également au sein de l'Organisation, des prescriptions, règles et procédures, conformément aux changements juridiques, économiques et techniques (§ 1, lettre ~~fg~~), constitue un but évident.
- ~~123.~~ Le § 2 ouvre la possibilité d'élaborer d'autres instruments ou conventions internationales dans le cadre de l'OTIF. Ceci évite de devoir modifier la Convention dans le cas où il s'avérerait approprié de régler de manière uniforme, au niveau international, d'autres domaines juridiques touchant au trafic international ferroviaire.

sicheren Betrieb von Zügen im internationalen Verkehr (§ 1 Buchst. e) weiter erleichtert, indem es Eisenbahnunternehmen ermöglicht wird, einen vollständigen Zug von seinem Abgangsort in einem Staat bis zu seinem Bestimmungsort in einem anderen Staat zu betreiben, ohne dass dieser aus technischen oder betrieblichen Gründen an der/den Grenze(n) anhalten muss.

- ~~101.~~ Auf die Einhaltung der international vereinbarten und in Kraft gesetzten Rechtsordnungen kann wirksam nur eine zentrale Instanz hinwirken; dies wird die diese Rechtsordnungen vorbereitende OTIF sein (§ 1 Buchst. ~~ef~~). Dies bedeutet nicht, dass die OTIF ein internationales Aufsichtsorgan oder eine internationale Überwachungsbehörde mit Weisungsrecht ist (Niederschrift 5. Generalversammlung, S. 28/29).
- ~~124.~~ Es ist ein an sich selbstverständliches Ziel, die einmal aufgestellten Rechtsvorschriften, Regeln und Verfahren, auch innerhalb der Organisation, entsprechend den rechtlichen, wirtschaftlichen und technischen Entwicklungen weiterzuentwickeln (§ 1 Buchst. ~~fg~~).
- ~~123.~~ § 2 hält die Möglichkeit offen, im Rahmen der OTIF weitere internationale Rechtsvorschriften oder Übereinkommen auszuarbeiten. Damit wird vermieden, das Übereinkommen ändern zu müssen, wenn es sich als zweckmäßig herausstellt, weitere den internationalen Eisenbahnverkehr tangierende Rechtsgebiete international einheitlich zu regeln.

the safe operation of trains in international traffic (§ 1, letter e), thus enabling a railway undertaking to run a complete train from its point of departure in one state to the destination in another state without technical or operational reasons to stop at the border(s).

- ~~101.~~ Only a central authority can effectively ensure compliance with the legal systems adopted and put into effect at international level; OTIF will constitute this authority, since it is OTIF which is preparing these legal systems (§ 1, letter ~~ef~~). This does not mean that OTIF is an international inspection body or an international supervisory authority with power to issue instructions (Report on the 5th General Assembly, p. 28/29).
- ~~124.~~ The development, including that within the Organisation, of provisions, rules and procedures in accordance with legal, economic and technical changes (§ 1, letter ~~fg~~) constitutes a clear objective.
- ~~123.~~ § 2 opens up the possibility of devising other instruments or international conventions within the framework of OTIF. This avoids having to amend the Convention if it were to prove appropriate for other legal areas relating to international rail traffic to be regulated in a uniform manner at international level.

143. Le § 2, lettre a), prévoit la possibilité de créer d'autres régimes de droit uniforme sous forme d'appendices. De tels appendices deviendraient, ce qui paraît judicieux, partie intégrante de la Convention (art. 6, § 1, lettre hi).

[Le § 14 devient le § 15.]

Article 20
Commission d'experts techniques

[§ 1 à 9¹ non modifiés]

10. Les Règles uniformes concernant l'exploitation en sécurité des trains en trafic international (RU EST), nouvel appendice H à la Convention, ont été examinées par la Commission de révision en sa 26^e session (27-28 février 2018), puis adoptées par la 13^e Assemblée générale (25-26 septembre 2018). Comme suite à ce nouvel appendice, de nouvelles tâches ont été confiées à la Commission d'experts techniques. De plus,

134. § 2 Buchst. a) ermöglicht es, weitere einheitliche Rechtsordnungen in Form von Anhängen zu schaffen. Solche Anhänge würden sinnvollerweise integrierender Bestandteil des Übereinkommens (Art. 6 § 1 Buchst. hi).

[§ 14 wird 15.]

Artikel 20
Fachausschuss für technische Fragen

[§§ 1 bis 9¹ nicht geändert]

10. Auf seiner 26. Tagung (27.-28. Februar 2018) befasste sich der Revisionsausschuss mit den „Einheitlichen Rechtsvorschriften für den sicheren Betrieb von Zügen im internationalen Verkehr“ (EST UR), die einen neuen Anhang H zum Übereinkommen bilden, und die 13. Generalversammlung (25.-26. September 2018) nahm diese Einheitlichen Rechtsvorschriften an. In Zusammenhang mit dem neuen Anhang

134. § 2, letter a) provides for the possibility of creating other systems of uniform law in the form of appendices. It seems advisable that such appendices should become an integral part of the Convention (Article 6, § 1, letter hi).

[Paragraph 14 becomes 15.]

Article 20
Committee of Technical Experts

[Paragraphs 1 to 9¹ not modified]

10. At its 26th session (27-28 February 2018) the Revision Committee considered the “Uniform Rules concerning the Safe Operation of Trains in International Traffic” (EST UR), forming a new Appendix H to the Convention and the 13th General Assembly (25-26 September 2018) adopted these Uniform Rules. As a result of this new Appendix, the CTE was entrusted with new tasks. Moreover, as for the provisions of any other Appendix or its

¹ Par suite de l'introduction d'un nouveau paragraphe 7, les paragraphes 7 et 8 sont devenus les paragraphes 8 et 9 sur décision de la 12^e Assemblée générale consécutive à la modification de l'article 20 de la COTIF. Les modifications à la COTIF adoptées par la 12^e Assemblée générale ne sont toutefois pas encore entrées en vigueur. Par conséquent, les modifications au Rapport explicatif n'apparaissent pas dans la version consolidée du Rapport explicatif publiée sur le site Internet de l'OTIF.

Ein neuer Absatz 7 wurde hinzugefügt und die Absätze 7 und 8 wurden durch Beschluss der 12. Generalversammlung infolge einer Änderung des Artikels 20 COTIF zu 8 und 9. Die von der 12. Generalversammlung beschlossenen Änderungen des COTIF sind jedoch noch nicht in Kraft getreten. Folglich sind die Änderungen der Erläuternden Bemerkungen nicht in den auf der Website der OTIF veröffentlichten konsolidierten Erläuternden Bemerkungen enthalten.

New paragraph 7 was added and paragraphs 7 and 8 became 8 and 9 by the decision of 12th General Assembly as a result of amendment to Article 20 of COTIF. However, the modifications to COTIF adopted by the 12th General Assembly have not yet entered into force. Consequently the modifications to the Explanatory Report are not included in the Consolidated Explanatory Report published on the OTIF's website.

comme pour les dispositions de tout autre appendice ou annexe à un appendice, les États parties ont le droit de formuler une objection au titre de l'article 35, § 4, de la COTIF contre les RU EST et leurs annexes. Lorsqu'un État n'applique pas une annexe, que ce soit en raison d'une objection conforme à l'article 35, § 4, de la COTIF ou d'une déclaration en vertu de l'article 9, § 1, des RU EST, il n'a pas le droit de vote sur les modifications ultérieures de l'annexe concernée et n'est pas compté lors de la constatation du quorum.

[...]

**Article 33
Compétence**

[§ 1 à 7 non modifiés]

8. Selon les mêmes principes que pour les autres appendices, sauf l'appendice D, la Commission de révision est compétente pour modifier les Règles uniformes EST, à l'exception de leur champ d'application et de la disposition sur les déclarations. Comme pour les annexes aux RU APTU et ATMF, la Commission d'experts techniques est compétente pour adopter une nouvelle annexe ou modifier les annexes existantes aux RU EST.

wurde der CTE mit neuen Aufgaben betraut. Darüber hinaus haben die Vertragsstaaten, wie bei allen anderen Anhängen und ihren Anlagen auch, das Recht, gemäß Artikel 35 § 4 COTIF in Bezug auf die ER EST und ihre Anlagen Widerspruch zu erheben. Unabhängig davon, ob die Anlage nun infolge eines Widerspruchs gemäß Artikel 35 § 4 COTIF oder infolge einer Erklärung gemäß Artikel 9 § 1 ER EST für bestimmte Staaten keine Anwendung findet, haben diese Staaten in Bezug auf jegliche Änderungen an der betreffenden Anlage kein Stimmrecht und werden bei der Feststellung des Quorums nicht mitgezählt.

[...]

**Artikel 33
Zuständigkeiten**

[§§ 1 bis 7 nicht geändert]

8. Der Revisionsausschuss ist gemäß den für andere Anhänge mit Ausnahme des Anhangs D geltenden Grundsätzen befugt, die Einheitlichen Rechtsvorschriften EST zu ändern, mit Ausnahme des Anwendungsbereichs und der Bestimmungen zu den Erklärungen. Wie bei den Anlagen zu den APTU und den ATMF ist der CTE befugt, eine neue Anlage anzunehmen oder die bestehenden Anlagen der ER EST zu ändern.

Annex, Contracting States will have the right to formulate an objection according to Article 35 § 4 COTIF with regard to the EST UR and their Annexes. Irrespective of whether the Annex in question does not apply to certain states due to an objection according to Article 35 § 4 COTIF or due to a declaration according to Article 9 § 1 EST UR, these states will not have the right to vote with regard to any subsequent modifications to the Annex concerned and consequently, will not be taken into account when determining if there is a quorum.

[...]

**Article 33
Competence**

[Paragraphs 1 to 7 not modified]

8. Following the principles applicable to other Appendices, except Appendix D, the Revision Committee is competent to modify the EST Uniform Rules, except the scope of application and provision on declarations. As with the Annexes to APTU and ATMF, the CTE has the competence to adopt a new Annex or modify the existing Annexes to the EST UR.